

18th Session of the Committee of Experts on Public Administration (CEPA)

8 to 12 April 2019

Written Statement by Centre Africain de Recherche Industrielle (CARI)

Point 4 : Aspects de la gouvernance et de l'administration publique permettant de donner à chacun les moyens de construire des sociétés égalitaires et inclusives dignes du XXI^e siècle

Bâtir des institutions solides pour des sociétés égalitaires et inclusives

La gouvernance de l'administration publique est au cœur de la paie sociale en ce 21^{ème} siècle pour bâtir une société inclusive fondée sur l'égalité des droits.

Des institutions de services publics forts et efficaces des pays dits développés aujourd'hui ont montré comment asseoir la paie et la démocratie grâce à la bonne gouvernance. Ce qui a permis une distribution équitable et transparente des ressources publiques alignées sur les priorités de la communauté et sur la promotion de la croissance au point de responsabiliser chaque membre de la société à tous les niveaux de responsabilité.

L'administration publique exerce des fonctions dont les principales sont : l'application de la loi, la police administrative, la gestion directe des services publics et d'autres encore.

L'action du gouvernement et des privés requiert la présence de l'administration publique sans laquelle, il est difficile qu'une nation surmonte des obstacles au développement et assure le bien-être de sa population. Un Etat peut fonctionner même sans gouvernement (le cas de la Belgique qui pendant un an est resté sans gouvernement est illustratif), par contre il est impossible à un gouvernement de fonctionner sans administration publique qui connaît mieux la société et ses problèmes.

Une administration publique de développement socio-économique durable est la condition nécessaire à la réussite de tout programme social du gouvernement.

Après cette brève théorie sur l'administration publique et la bonne gouvernance, nous jetons un regard sur ce qu'est l'administration publique dans les pays en développement qui ont du mal à décoller et plus particulièrement de la RDC.

Caractéristiques des Administrations Publiques

L'administration publique des PED est caractérisée par :

- La corruption institutionnalisée et le clientélisme,
- L'absence d'éthique de responsabilité et d'éthique de conviction dans le chef des agents,
- Le vieillissement des agents,
- L'absence des programmes de formation et de renforcement des capacités,
- L'obsolescence des infrastructures et de l'outil de travail au point de mettre les agents dans des mauvaises conditions de travail,
- L'absence d'une politique de motivation équitable notamment les salaires,
- La recherche de l'intérêt personnel,
- Les effectifs pléthoriques,
- Le non maîtrise de la masse salariale des fonctionnaires,

- Le non application du statut des agents de carrière des services publics, etc.

Toutes ces tares ne peuvent pas permettre à l'administration de remplir ses fonctions régaliennes.

A l'époque coloniale en RDC, l'administration fonctionnait à merveille. Ce qui a fait la prospérité de l'Etat Indépendant du Congo (E.I.C.). Après l'indépendance, la machine administrative laissée entre les mains des nationaux, inexpérimentés, avec des qualités techniques et morales très bas, a cessé de fonctionner et a affaibli l'Etat.

Cet état des choses a poussé le Gouvernement en 2011 à entreprendre une réforme de l'administration publique dont le rajeunissement est le point de départ. Cela a conduit à la création de l'Ecole Nationale de l'Administration (ENA) qui formera les cadres appelés à gérer l'administration publique de demain. Des actions ont été menées dans le cadre de ladite réforme mais qui patage encore suite à des multiples pesanteurs.

Dans la plupart des pays en développement, les mêmes pesanteurs sont observées dans la conduite des réformes de l'administration publique.

Sur terrain, l'administration publique est devenue un agent principal du blocage du développement. Ses fonctions principales sont exercées dans le sens inverse :

Au lieu d'appliquer et de faire appliquer les lois, l'administration publique reste en marge de la loi dans toutes les matières.

Au lieu de faire la police administrative, l'administration publique se fait premier tracasseur des agents économiques, le perturbateur de l'ordre public, l'acteur principal de l'insécurité des personnes et de leurs biens.

Au lieu de veiller à la bonne gouvernance, l'administration publique est l'instigateur de la mal gouvernance.

Dans ces conditions, l'administration publique ne peut en aucun cas assurer la responsabilisation des peuples pour construire une société inclusive en paie.

Notre administration publique n'est pas au rendez-vous du 21^{ème} siècle, ni même au rendez-vous des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Aucun OMD n'a été atteint en 2015 en RDC.

Les tares comme la corruption, le clientélisme, la recherche de l'intérêt personnel, le manque des valeurs éthiques sont à la base des inégalités criantes qui font obstacles à l'avènement d'une société inclusive. Les dirigeants des pays en développement en son des champions. Leur comportement influence profondément celui des agents de l'administration publique. D'où nos recommandations s'adressant :

1. aux partenaires en développement

-  mieux cerner le problème avant d'envisager une quelconque réforme des institutions publiques,

- ✚ de conditionner leurs appuis aux PED par la lutte contre la corruption, la petite comme la grande à tous les niveaux,
- ✚ accompagner ceux des pays qui ont amorcé des réformes de l'administration publique afin d'en parachever pour bâtir des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous de façon à jouer le rôle moteur dans la réalisation de tous les ODD,
- ✚ d'exiger le respect des principes démocratiques et de gouvernance efficace ainsi que la transparence surtout dans la mise en œuvre des programmes de développement,
- ✚ d'accorder beaucoup d'intérêt au programme qui vise le développement des ressources humaines et la formation des cadres de l'administration publique,
- ✚ lancer des appels à projets au profit des organisations qui accompagnent les gouvernements dans l'amélioration des performances de l'administration publique

2. aux dirigeants des PED

- ✚ La ferme volonté et le sérieux dans la conduite de leurs Etats vers le développement pour une lutte efficace contre l'immigration clandestine,
- ✚ La gestion efficace des ressources rares à leur disposition en les affectant rationnellement,
- ✚ Instaurer une vraie démocratie pour le bien de toutes les générations,
- ✚ Faire de la bonne gouvernance une gymnastique quotidienne dans la conduite des affaires publiques.
- ✚ Améliorer les programmes de développement, promouvoir l'innovation en matière de gestion, réexaminer la politique salariale à tous les niveaux en vue d'améliorer les performances de la gestion de la nation,
- ✚ Développer les capacités et les innovations dans l'administration publique ;

Au 21^{ème} siècle, si les inégalités de développement continuent à persister, jamais on ne parviendra à un monde sans terrorisme, sans immigration, sans paie. Les pays développés sont obligés de tirer les pays en développement de leur situation actuelle et ensemble, nous parviendrons à réaliser les *objectifs de développement durable en 2045* afin de construire **une planète inclusive en paie durable**.